

PROVINCE DE QUÉBEC  
VILLE DE POINTE-CLAIRE

AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES HABLES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DU SECTEUR INDUSTRIEL DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE :

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. Lors d'une séance régulière tenue le **5 février 2019**, le conseil municipal a adopté le Règlement d'emprunt PC-2900 décrétant l'exécution de travaux de remplacement du système d'éclairage de rue de la voie de service sud de l'autoroute 40, entre le boulevard Saint-Jean et le boulevard des Sources, pour un montant de 1 500 000 \$.
2. Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné peuvent demander que le Règlement d'emprunt PC-2900 fasse l'objet d'un scrutin référendaire en inscrivant, **sur présentation d'une carte d'identité** (carte d'assurance-maladie, permis de conduire, passeport canadien, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes), leur nom, adresse et qualité et en apposant leur signature dans un registre ouvert à cette fin.
3. Ce registre sera accessible de 9 h à 19 h le **lundi 11 mars 2019** à l'hôtel de ville (451, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire).
4. Le nombre de demandes requis pour que le Règlement PC-2900 fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de 78. Si ce nombre n'est pas atteint, le règlement sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter. Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé au même endroit où le registre est accessible le **11 mars 2019** à 19 h 01.
5. Le règlement peut être consulté à l'hôtel de ville, du lundi au vendredi de 8 h 30 à midi et de 13 h 00 à 16 h 30.

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABLE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DU SECTEUR INDUSTRIEL CONCERNÉ:

6. Toute personne qui, le **5 février 2019**, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et remplit les conditions suivantes :

Être une personne physique domiciliée dans le secteur concerné, être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

7. Tout propriétaire unique non résident d'un immeuble ou occupant unique non résident d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné qui, le **5 février 2019**, n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- Être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné depuis au moins 12 mois;
- Dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

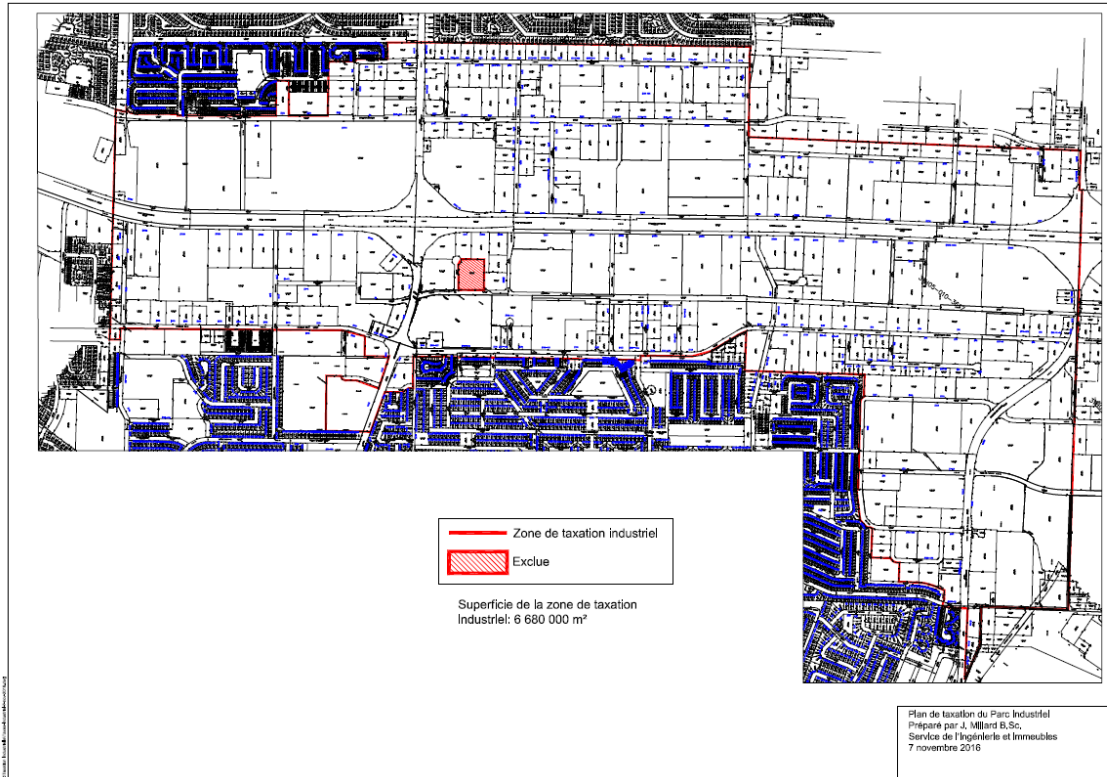
8. Tout copropriétaire indivis non résident d'un immeuble ou cooccupant non résident d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné qui, le **5 février 2019**, n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné depuis au moins 12 mois;
- Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant; Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

9. Personne morale :

- Avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le **5 février 2019**, et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi.

10. Le secteur industriel concerné est illustré au croquis ci-après.



Donné à Pointe-Claire, ce 27<sup>ième</sup> jour de février 2019.

PROVINCE OF QUEBEC  
VILLE DE POINTE-CLAIRE

#### PUBLIC NOTICE

TO THE PERSONS QUALIFIED TO VOTE HAVING THE RIGHT TO BE INSCRIBED ON THE REFERENDUM LIST OF THE INDUSTRIAL SECTOR OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE:

PUBLIC NOTICE is given of the following:

1. At a regular meeting held on **February 5<sup>th</sup>, 2019**, the Municipal Council adopted borrowing By-law PC-2900 decreeing the execution of the replacement of the street lighting system on the southward service road of Highway 40, between Saint-Jean and Sources Boulevards for a total amount of \$ 1 500 000.
2. The persons qualified to vote having the right to be inscribed on the referendum list of the concerned sector may request that borrowing By-law PC-2900 be submitted to a referendum by inscribing, **after having presented an identification card** (health-insurance card, driver's licence, Canadian passport, certificate of Indian Status or Canadian Armed Forces identification card), their name, address and qualification, supported by their signature, in a register opened for this purpose.
3. This register shall be available, from 9:00 a.m. to 7:00 p.m., on **Monday, March 11<sup>th</sup>, 2019**, at City Hall (451 Saint-Jean Boulevard, Pointe-Claire).
4. The number of requests that is required in order that a referendum be held for borrowing By-law PC-2900 is 78. Failing such number, the By-law will be deemed to have been approved by the qualified voters. The result of this registration procedure will be announced at the same place where the register is available on **March 11<sup>th</sup>, 2019**, at 7:01 p.m.
5. This by-law may be consulted at the City Hall, from Monday to Friday, from 8:30 a.m. until noon and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m.

CONDITIONS TO BE RECOGNIZED AS A PERSON QUALIFIED TO VOTE AND HAVING THE RIGHT TO BE INSCRIBED ON THE REFERENDUM LIST OF THE CONCERNED INDUSTRIAL SECTOR OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE:

6. Is a qualified voter any person who is not disqualified from voting under section 524 of the Act respecting elections and referendums in municipalities and who fulfills the following conditions on **February 5<sup>th</sup>, 2019**:

Being a physical person domiciled in the concerned sector and since at least six months in the Province of Quebec, being of full age and a Canadian citizen and not under curatorship.

7. Any sole owner of an immovable or sole occupant of a place of business in the concerned sector who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **February 5<sup>th</sup>, 2019**:

- Since at least 12 months, is the sole owner of an immovable or the sole occupant of a place of business in the concerned sector;
- In the case of a physical person, be of full age, a Canadian citizen and not under curatorship.

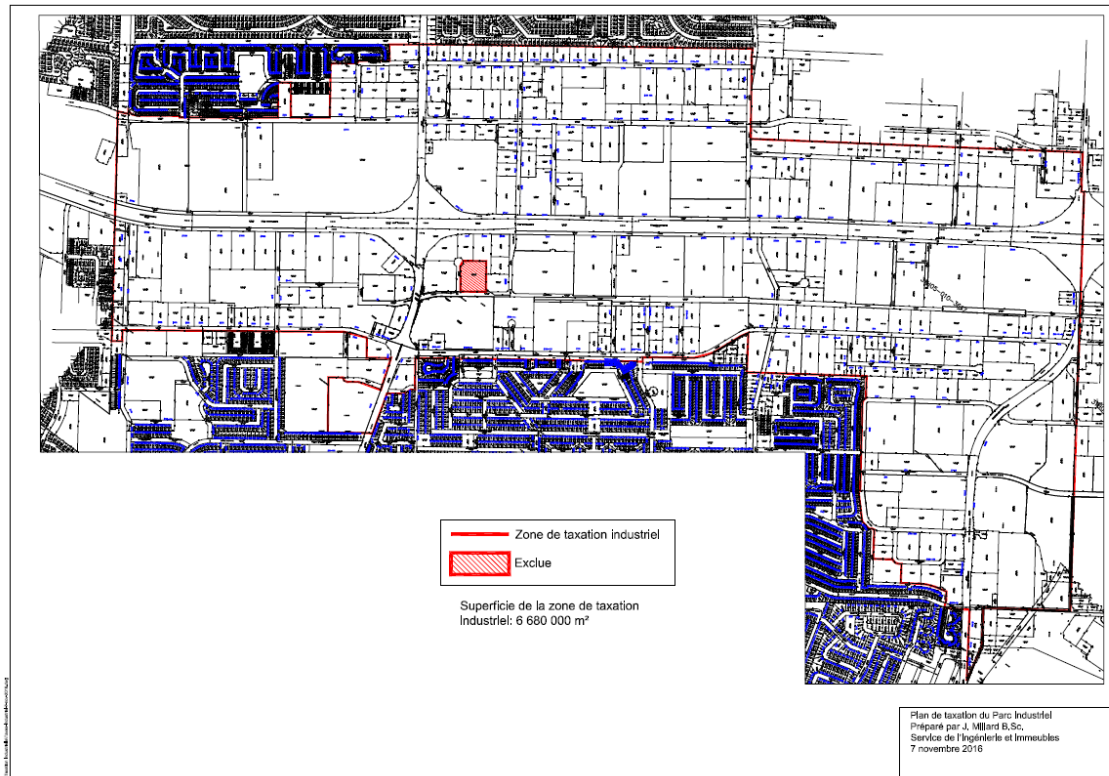
8. Any undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business in the concerned sector who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **February 5<sup>th</sup>, 2019**:

- Since at least 12 months, is an undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business in the concerned sector;
- Be designated by means of a power of attorney signed by a majority of the co-owners or the co-occupants who are such since at least 12 months, as the person entitled to sign the register on their behalf and to be entered on the referendum list, whichever the case maybe. The power of attorney should have been produced or be produced during the signature of the register.

9. Legal person:

- To have designated by resolution, among its members, directors or employees, a person who, on **February 5<sup>th</sup>, 2019**, is of full age, a Canadian citizen, not under curatorship and not disqualified from voting.

10. The concerned industrial sector is shown on the following sketch:



Given at Pointe-Claire, this 27<sup>th</sup> day of February, 2019.

Danielle Gutierrez, OMA  
Assistante greffière / Assistant City Clerk